


# “Il faut privatiser le recrutement DES FONCTIONNAIRES”

 Le secrétaire d'État fédéral Philippe De Backer (Open VLD) fait le point sur ses dossiers et vient avec une proposition choc

► Le secrétaire d'État Philippe De Backer (Open VLD) n'est pas le plus connu des membres du gouvernement fédéral mais il gère des compétences importantes : la lutte contre la fraude sociale, la protection de la vie privée et la mer du Nord. Entretien.

## **Vous êtes compétent pour la mer du Nord. Cela signifie quoi ?**

“Différentes choses. Je crois que la plus importante, c'est tout ce qui concerne l'énergie en mer du Nord. Les parcs éoliens offshore, on doit en construire neuf d'ici 2020. Dès mon arrivée, on a renégocié le prix des concessions avec la ministre Marie-Christine Marghem (Ndlr : MR, en charge de l'Énergie). C'était trop cher et je pense que les consommateurs ont droit à un prix qui est celui du

marché. On a quand même économisé 5 milliards pour les consommateurs !”

## **Combien a-t-on d'éoliennes déjà construites ?**

“Il y a maintenant quatre parcs opérationnels, deux qui sont en train d'être construits et trois qui sont maintenant en phase finale. On va avoir 2,2 gigawatts offshore sur le réseau belge. C'est beaucoup.

On sera alors dans le Top 3 européen.”

## **À part l'éolien, que faut-il gérer ?**

“Il y a notamment le Plan marin, qui détermine les différentes zones où des activités sont autorisées. Par exemple, les routes des navires ou les zones protégées. Une grande partie de la mer du Nord est protégée.”

## **Ce Plan marin est-il déjà fait ?**

“On a demandé à toutes les organisations de contribuer. À la fin du mois, on va lancer une consultation publique où tout le monde pourra donner son avis.”

## **Ce plan traite de la biodiversité ?**

“On voit bien que les océans sont partout en train d'être détériorés. On protège déjà, mais on va encore le faire plus avec mon Plan marin.”

## **Le nouveau règlement européen en matière de protection de la vie privée est entré en vigueur, mais... il n'y a pas d'instance de contrôle !**

“On a créé une nouvelle instance : l'autorité pour la protection de la vie privée, mais il faut encore désigner les cinq directeurs. Et c'est le Parlement qui est compétent. C'est une de mes grandes frustrations. Cela prend un temps énorme pour engager les gens et c'est déjà la troisième fois que je vis ça depuis que je suis secrétaire d'État, depuis deux ans. Je dois désigner un nou-

veau manager pour le Sirs (Ndlr : le service chargé de lutter contre la fraude sociale). Cela a pris déjà deux ans pour conclure un accord sur le type de profil, etc., mais pour engager cette personne, ça dure encore plus de deux ans !”

## **Pourquoi est-ce si long ?**

“Les procédures en Belgique sont trop longues ! Pour la protection de la vie privée, c'est le Parlement qui doit faire ça. La loi a été votée en décembre 2017 mais ils n'ont pas encore fait les tests. Ils doivent maintenant appliquer encore toute une procédure. Ce sera pour septembre ou octobre. Il faut avoir des procédures beaucoup plus courtes. Cela n'a aucun sens. C'est une de mes grosses frustrations et il faut vraiment réfléchir sur comment on peut changer ça.”

## **Et comment ?**

“Si le Selor n'est pas capable d'organiser des tests dans un délai normal, il faut d'autres solutions. Pourquoi ne pas organiser un tendering pour voir quelles sociétés peuvent organiser des tests dans un délai normal ?”

## **Privatiser la sélection des candidats à la fonction publique ?**

“Et pourquoi pas ? Avec des règles toujours aussi strictes, mais dans un délai normal pour les fonctionnaires. Mais pas retomber dans ce qui se faisait il y a dix ou quinze ans, quand le ministre choisissait lui-même, hein !”

Interview > Julien Thomas

# “Stop aux fraudes aux allocations”

▣ Pour Philippe De Backer, l'argent noir dans l'Horeca reste toujours un problème particulièrement important

**Pour lutter contre la fraude sociale, vous annoncez beaucoup de recrutements, mais quand on écoute les syndicats, il n'y a pas assez d'effectifs sur le terrain...**

“On a déjà engagé 94 inspecteurs de plus et on va encore en engager 47. Il n'y a jamais eu un gouvernement qui a eu autant d'inspecteurs pour lutter contre le dumping. On a récupéré l'année dernière 266 millions d'euros. On vient d'un gouvernement précédent avec 120-130 millions. Pourquoi on est si efficace ? On a fait une réforme du service des inspections. Deuxième chose : tout ce qui est fraude aux allocations, ça doit aussi s'arrêter. Les gens n'acceptent plus de bosser nuit et jour, pendant que leurs voisins ne font rien et bossent au noir et touchent en plus des allocations.”

**Votre gouvernement est critiqué parce qu'il se focaliserait sur la fraude sociale et pas assez sur la fraude fiscale...**

“Ce n'est pas correct. Mon collègue Johan Van Overtveldt (NdlR : ministre NV-A des Finances) fait vraiment beaucoup de choses.”

**La taxe Caïman n'a pas ramené grand-chose...**

“Ce n'est pas facile de trouver des solutions juste à l'échelon belge. Il faut aussi discuter au niveau européen. Mais il fait pas mal de choses en Belgique.”

**Il y a près de 33.000 flexi-jobs, mais quasiment tous sont en Flandre. Pourquoi ?**

“Bonne question. Je ne sais pas. Le secteur Horeca n'est pas différent en Flandre. Avec l'introduction de la boîte noire et des flexi-jobs, mais

aussi l'assouplissement des règles pour les étudiants, on voit une hausse de 300 millions de la masse salariale dans l'Horeca. On constate en tout cas que ça reste désormais possible d'ouvrir un établissement, un bar, etc. ! On voit en même temps un changement de mentalité. J'espère voir bientôt plus de flexi-jobs wallons.”

**Il y a encore trop d'argent noir dans l'Horeca ?**

“Oui, cela reste un problème.”

**Ce n'est pas hypocrite de toujours s'attaquer au travail au noir de l'Horeca quand on sait qu'il y a plein de bars qui ne survivront pas sans argent noir ?**

“C'est pour ça qu'on a diminué les taxes sur les travailleurs et qu'on a fait un tax shift de huit milliards d'euros.”

J. Th.